

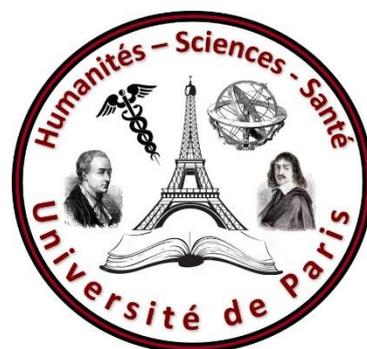
# Pari(s) d'une Université Plus Humaine

[www.paris-univ-humaine.com](http://www.paris-univ-humaine.com)

## Faculté Sociétés Humanités

En guise de préambule, quelques remarques. Nous n'étions favorables ni à cette fusion motivée par le seul Idex, ni à la création de facultés disciplinaires mettant en péril l'interdisciplinarité, ni à la forme de ces facultés avec des doyens nommés, encore moins à des statuts dérogatoires pour l'établissement issu de la fusion. Un regroupement d'établissements ne peut réussir qu'à condition d'être porté par une vision et par une ambition préalables, non l'inverse. La fusion à marche forcée, malgré l'opposition d'une partie de la communauté universitaire (près de 70 % des votes pour la liste d'opposition des enseignants-chercheurs à Paris Diderot, Unis, Construisons l'Avenir, en 2018 dans le secteur LSH, près de 50% des votes contre le projet de fusion dans la consultation en mai 2018 à Paris Descartes) et malgré le désaveu du CNESER, nous impose une technostructure supplémentaire qui ajoute une surcouche administrative et une complexification au quotidien.

Le schéma général ne nous satisfait nullement. Néanmoins, la dérive vers le pire peut encore s'accélérer. Quel va être le quotidien des étudiants, des personnels dans l'université de Paris ? Comment la période de transition a-t-elle été planifiée ? Quelles sont nos contraintes budgétaires et quelles en sont les conséquences sur nos activités quotidiennes ? Paris Diderot et Paris Descartes sont des établissements de droit public, prestigieux tant en recherche qu'en formation. L'Université de Paris sera un établissement de statut dérogatoire, ouvrant la porte à de nombreuses entorses au principe d'un service public.



Deux exemples de nos préoccupations : il faut réinsuffler de la démocratie dans les instances ; nos licences ne sauraient être les laissées pour compte de cette réorganisation. Revenons à l'essentiel, nos cœurs de mission, le désir et le plaisir de travailler, d'étudier, d'enseigner, de rechercher ensemble.

On nous a privés du choix de notre destin. Reprenons-le en main. Les prochains mois seront déterminants. Un décret ministériel et un logo ne font pas une université : tout est à construire, des décisions doivent être prises, de nombreux choix restent à faire. Mettons en œuvre tous les changements encore possibles, allant dans le sens de simplifications aujourd'hui nécessaires.

Ce texte vise à définir quelques orientations et principes déclinés en propositions pour guider la mise en place et le fonctionnement de la nouvelle faculté Sociétés et Humanités. Notre priorité est de remettre le sens, les valeurs, l'engagement collectif, la collégialité et les pratiques démocratiques au cœur du processus de la création de cette faculté. Autant de valeurs qui ont cruellement fait défaut tout au long de cette course à l'argent et à la fusion engagée depuis 10 ans.

L'avenir de notre université passe par le respect de la qualité de travail au quotidien, de nos missions premières, formation et recherche, ainsi que par l'implication de tous ses personnels (EC, BIATSS, chercheurs, ITA) au service de l'ambition collective. Depuis cinq ans, nous avons toujours été au service de la communauté qui nous a élus. Depuis cinq ans, nous n'avons eu de cesse de dénoncer les nombreuses dérives managériales et de proposer une autre voie.

**Notre objectif aujourd'hui est de répondre aux questionnements concrets, aux difficultés réelles, à tous les niveaux. Nous formulerons des propositions claires pour améliorer concrètement le fonctionnement démocratique de nos instances, la qualité des services, la vie quotidienne des personnels et des étudiants.**

## Améliorer et faciliter le développement de la recherche

Depuis leur fondation, nos Universités ont construit dans la durée une pluridisciplinarité de qualité, qui fonde leur originalité. Et, dans bien des domaines, elles ont ouvert la voie d'une interdisciplinarité aujourd'hui essentielle pour la recherche et la formation des étudiants.

La recherche dans nos deux universités a atteint un très haut niveau grâce aux liens tissés avec nos partenaires, au-delà du périmètre de l'université de Paris. Nous continuerons de soutenir le développement de ces liens, qu'ils soient internes ou externes à l'université de Paris. La création des facultés constitue une régression par rapport à plusieurs projets interdisciplinaires entre sciences humaines et sociales, sciences expérimentales et santé que nous animons actuellement à Paris Descartes et Paris Diderot. Nous sommes attachés à l'interdisciplinarité, sans création de couche bureaucratique supplémentaire. Pourquoi ne pas promouvoir de grands pôles thématiques à l'échelle francilienne, nationale, européenne ou internationale ? De plus, des propositions argumentées ont été formulées par un groupe de travail commun sur l'interdisciplinarité et doivent maintenant se traduire dans les faits.

La question du positionnement de notre université, et de la faculté Sociétés et Humanités plus spécifiquement, par rapport au pôle majeur en SHS qui est en train d'émerger en Ile-de-France autour du campus Condorcet se pose avec acuité. Actuellement, il n'y a aucune réflexion sur ce point, ce qui pourrait présager une marginalisation des SHS UP dans le paysage universitaire. Pourtant nous avons des atouts. L'originalité de la faculté SH est l'ampleur des formations et de la recherche interdisciplinaires avec les sciences dures, ce qui n'existe pas à cette échelle en Ile-de-France et doit être valorisé auprès du campus Condorcet. Nous mettrons en place un comité et des délégués pour entamer un réel dialogue avec le campus Condorcet.

Nous avons des disciplines qui incarnent des écoles de pensée différentes. Les rapprocher ou les fusionner par simplicité administrative serait une aberration. Chacun doit pouvoir se développer dans le respect de l'autre, nous y veillerons.

Nous voulons consolider les financements récurrents des équipes et des écoles doctorales pour contrebalancer la course effrénée aux appels d'offres (logique dont participent les projets IdEx). Nous proposons de ne pas créer de chaires d'excellence mais de permettre, sans conditions, à tous les enseignants-chercheurs un CRCT tous les dix ans. Nous veillerons à maintenir l'équilibre entre les écoles doctorales (y compris celles qui ont des partenaires externes à l'université de Paris) pour leur dotation et l'attribution des bourses doctorales. L'administration des cotutelles, importantes pour le rayonnement international, sera repensée dans une volonté de transparence et d'efficacité. Nous serons également attentifs à ne pas soutenir seulement une recherche supposée « d'excellence » au détriment de spécialités de qualité, jugées « secondaires » sur des critères discutables.

**N'oublions pas l'interdisciplinarité. Nous proposons que des projets interdisciplinaires soient portés au sein même des facultés, en collaboration au sein de l'université de Paris et au-delà. Donnons-nous les moyens de préserver et de développer des projets d'envergure au-delà des cloisonnements disciplinaires.**

## Former : au service de tous

Les liens enseignement/recherche et licence/master/doctorat sont constitutifs de l'Université : nous souhaitons les renforcer, en poursuivant nos efforts pour améliorer l'insertion professionnelle de tous nos étudiants, en dépit d'un contexte national particulièrement difficile. Notre identité repose sur des spécificités nombreuses que nous ne voulons voir ni banalisées ni diluées sous des appellations indifférenciées. Les cohabilitations de masters ne sont pas toutes justifiées, surtout quand elles sont imposées. Nous sommes déterminés à mettre en avant les spécialités qui fondent notre identité et notre attractivité.

Qu'est-ce que l'excellence ? Sélectionner les meilleurs étudiants ? Former tous les étudiants pour les amener le plus loin possible ? Les licences ne doivent pas être isolées de la recherche.

Peut-on vraiment croire qu'on diminuera le taux d'échec en licence par la réduction du nombre de mentions et par l'invention de licences généralistes ? Notre intention est de réexaminer le budget afin de dégager de vrais moyens pour la licence et de promouvoir les expérimentations : davantage de TD interactifs, davantage de méthodologie, de contrôle continu et de passerelles, un encadrement plus personnalisé, un renforcement de l'enseignement des langues pour non-spécialistes, des TICE et outils informatiques adaptés. L'engouement autour des enseignements à distance ne doit pas servir à justifier un désengagement de l'université vis-à-vis d'un enseignement présentiel de qualité.

**Nous ne jugerons pas les formations uniquement à l'aune d'un tableau des coûts induisant la destruction aveugle de ce que nous avons patiemment construit. Nous aiderons les formations à se développer en faisant confiance aux enseignants-chercheurs pour ajuster les programmes aux attentes de la société. Nous encouragerons l'innovation sans nuire pour autant au développement de l'existant.**

**Nous refusons toute hausse des droits d'inscription des étudiants étrangers, qui ouvre la porte à la privatisation des universités, afin de préserver nos engagements d'accueil et d'ouverture.**

## L'administration et les ressources humaines : stabiliser et impliquer ; apaiser et accompagner

La création de la faculté intervient au terme d'un processus qui a profondément divisé et clivé. Les avis du groupe de préfiguration n'ont guère été suivis, notamment pour l'élection des doyens. Or, l'enjeu de la faculté est aussi la convergence harmonieuse entre deux communautés qui dans leur majorité doivent encore apprendre à travailler ensemble. La feuille de route du doyen sera d'abord de rassembler autour d'objectifs clairs (définis à l'issue des états généraux, voir ci-dessous), en favorisant systématiquement la recherche du consensus et en respectant les avis des conseils.

Nous mettrons en place dans la faculté SH des commissions (des postes, des moyens...) au niveau de la faculté afin d'assurer une réflexion collective et transparente permettant de valider ensemble les décisions prises sur des questions majeures. Les moyens devront être répartis sur des critères objectifs et partagés par tous. Qu'il s'agisse d'emplois d'enseignants-chercheurs ou de BIATSS, il convient de restaurer la réflexion stratégique et de ne pas réduire le nombre d'emplois à une variable d'ajustement budgétaire. Une observation des meilleures pratiques dans chacun des deux établissements permettra d'élargir ces pratiques.

La mise en œuvre de la fusion nécessite une réelle réflexion sur l'articulation de plusieurs niveaux de décision et de mise en œuvre. Cette restructuration d'importance risque de créer un grand nombre de difficultés concrètes, pas toujours anticipées. Deux exemples : Qui s'occupera des plannings ? La faculté ? le campus ? Les services centraux ? La reprographie va-t-elle être délocalisée pour toutes les UFR ? En un mot, notre interrogation est la suivante : au quotidien, comment seront articulées les facultés et la vie de campus ? Comment la gestion et le dialogue seront-ils maintenus au niveau local ? Nous proposons de maintenir des services de proximité, au niveau des différents campus concernés.

Les personnels administratifs participeront à la totalité des processus qui les concernent. Nous les impliquerons dans les phases de décision. Nous encouragerons les initiatives menées par ces corps de professionnels, les mieux à même d'apporter des améliorations à l'organisation et à la réalisation de leurs missions. L'implication/participation du plus grand nombre dans la vie de la faculté et dans les choix rythmant son devenir doit être stimulée. Notamment en assurant la rotation des mandats de direction dans les différentes instances. Plus généralement le renouvellement des équipes de direction doit être une préoccupation permanente.

Des outils mal conçus par des « prestataires », sans consultation préalable avec les utilisateurs Biatss et enseignant-chercheurs, rendent nos conditions de travail très difficiles et tendues (eCandidat en est le dernier exemple). De façon plus générale, il s'agit de repenser les procédures de consultation/coordination mutuelle, et la relation entre les services centraux et le centre opérationnel (Biatss et enseignants-chercheurs au niveau des UFR) pour pouvoir accomplir nos missions dans des bonnes conditions.

Enfin, au-delà des effets de communication, la politique d'égalité Femmes-Hommes sera poursuivie et améliorée (remplacement des collègues BIATSS en congé de maternité, par exemple).

**Nous proposons une structuration par campus, avant une structuration par facultés, ainsi que le maintien de services administratifs locaux. Nous souhaitons également que la démocratie soit réellement respectée à tous les niveaux : la doyenne ou le doyen de la faculté Sociétés et Humanités sera élu(e). La doyenne ou le doyen sera un facilitateur et non le garant d'une feuille de route imposée par le haut.**

## La faculté Sociétés et Humanités dans l'université de Paris

Dans le cadre de la fusion qui nous est imposée, nous voulons que tous les partenaires soient sur un pied d'égalité dans le respect des spécificités et de l'autonomie de chacun. Les statuts actuels portent les germes de dysfonctionnements graves à venir (composition du CA et du Sénat, procédures de révision des statuts, compétences transférées, quasi-irréversibilité de la nouvelle configuration, possibilité de création d'écoles et d'instituts au statut dérogatoire...). Bien que nous ne soyons pas décisionnaires, en tant que faculté, nous proposerons au niveau de l'université une révision de statuts qui ne prévoient ni le respect du service public ni une représentation des établissements conforme aux équilibres numériques et thématiques.

Nous sommes profondément attachés aux UFR comme creuset d'un savoir et de formations disciplinaires et inter-disciplinaires. Nous défendrons les UFR et leurs prérogatives et mettrons en place des réunions régulières du collège des directeurs. Nous œuvrerons à maintenir un fonctionnement « normal » de tous les conseils dans le refus de statuts ou de procédures dérogatoires.

Nous nous attacherons à promouvoir des rapprochements pertinents sur les plans pédagogique, scientifique et organisationnel. En revanche, nous refuserons la perte de proximité, la perte d'autonomie réelle de notre université.

**Nous serons vigilants au respect de la démocratie dans les structures à venir. Nous défendrons nos valeurs au niveau de l'université de Paris. Nous souhaitons agir pour que l'université de Paris prenne publiquement des positions claires sur les réformes en cours et à venir, en particulier si elles compromettent l'exercice et l'équilibre de nos missions d'enseignement et de recherche.**

## Méthode : informer, consulter, transformer l'écoute en actes

Notre liste s'engage tout d'abord sur une méthode de travail. **Pas de top down.** Les nouveaux statuts mettent en place un fonctionnement vertical et autoritaire. Notre équipe sera à l'écoute des difficultés comme des réussites ancrées dans les vies quotidiennes des personnels et des étudiants. Nous voulons rétablir un climat de confiance auprès des usagers et entre collègues, nous voulons relayer et mettre en œuvre les attentes réelles de la communauté. Nous proposons donc de relancer les initiatives à partir du terrain.

**Notre première proposition de ce point de vue sera de prendre le temps de la réflexion collective et du débat en organisant des États généraux de la faculté Sociétés Humanités, afin de poser un diagnostic sur l'état de notre université par rapport à ses missions et au contexte de l'ESR, local et national. Les principaux enjeux concerneront la faculté, ses missions prioritaires et son organisation. Ces États généraux permettront aux communautés scientifiques Descartes et Diderot d'apprendre à se connaître en échangeant des questions concrètes, sur fond de perspectives plus générales.**

**Nous voulons en finir avec l'obsession d'une certaine conception de l'excellence et la tyrannie des chiffres, réductrices des possibles, instruments de contrôle de notre recherche et de nos formations, source de détérioration des relations entre collègues. Nous mettrons en place une véritable politique de transparence : pas de gestion opaque des budgets, pas de décision stratégique sans consensus de la communauté.**

**Rétablir la confiance, garantir la plus grande transparence, donner à tous les étudiants de vrais moyens de réussite, retrouver la maîtrise de nos décisions, au sein d'une faculté démocratique et interdisciplinaire : tels sont nos engagements à votre égard.**